

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 23 mars 2023.

Si une fois les manifestations terminées Macron refuse toujours de retirer son projet de "réforme" des retraites, on ne bouge pas, on reste sur place, on occupe la rue jusqu'à tant qu'il cède.

Il est illégitime, dégageons le provocateur, le tyran !

J-C - Le représentant des banquiers a osé sortir que les « smicards » n'auraient « jamais autant vu leur pouvoir d'achat augmenter depuis des décennies », alors que l'inflation galopante finit de les réduire à la pauvreté, voire la misère.

« Menteur », « mépris », « foutage de gueule »... vives réactions après l'interview d'Emmanuel Macron - Journal du Dimanche 23 mars 2023

Retraites: 61% des Français estiment que les propos d'Emmanuel Macron vont provoquer plus de colère - BFMTV 23 mars 2023

Dans le même temps, 7 Français sur 10 (71%) qui ont vu, écouté ou entendu parler de l'interview du président de la République ne l'ont pas trouvé convaincant, selon cette même enquête Elabe. 65% estiment qu'il est un mauvais président de la République. 69% des Français sondés le trouvent arrogant, ils sont tout autant à le trouver autoritaire. Enfin Emmanuel Macron inquiète 61% des personnes interrogées.

Ils sont d'ailleurs très nombreux à ne pas lui faire confiance pour mener à bien les grands chantiers du pays, tant sur le partage de la valeur (78%) que sur le pouvoir d'achat (77%), le climat (73%) ou encore le plein-emploi (71%). À cela s'ajoute le regret pour 19% des électeurs d'Emmanuel Macron lors du premier tour de la présidentielle d'avoir voté pour lui.

Un président critiqué, tout comme le texte qu'il juge nécessaire pour la survie du système de retraites. 72% (+3 points par rapport à la dernière enquête Elabe) des Français jugent la réforme du gouvernement injuste, 63% (+5 points) la considère comme étant inefficace pour assurer la pérennité du système de retraites et 56% (+4 points) estiment qu'elle n'est pas nécessaire.

Une majorité de Français souhaite que la mobilisation continue (65%), voire se durcisse (44%).
BFMTV 23 mars 2023

Quand est-ce qu'on va constituer des milices ouvrières pour protéger les masses de cette racaille ?

Grève du 23 mars : les renseignements se préparent à une « radicalisation » des manifestations - Le HuffPost 23 mars 2023

Réforme des retraites : trois députés LFI demandent la dissolution de la Brav-M à Gérald Darmanin - francetvinfo.fr 22 mars 2023

Ces Brigades de répression de l'action violente motorisées (Brav-M) ont été créées en 2019, pendant le mouvement des "gilets jaunes". Elles interviennent dans les manifestations et sont souvent décriées pour leurs violences.

Ces brigades souvent décriées ont été créées en 2019, pendant le mouvement des "gilets jaunes". Elles interviennent dans les manifestations sur des violences de rues et des dégradations. Ils sont aussi là pour disperser le regroupement de casseurs et soutenir les unités qui seraient en difficulté.

"Je me suis fait tabasser gratuitement" : plusieurs manifestants contre la réforme des retraites dénoncent des violences policières - francetvinfo.fr 22 mars 2023

Une enquête a été ouverte mardi 21 mars par le parquet de Paris et confiée à l'IGPN après la diffusion d'une vidéo tournée pendant une manifestation lundi soir contre la réforme des retraites à Paris. On y voit un manifestant violemment frappé au visage par un policier. Depuis plusieurs jours, des dizaines de vidéos de ce genre circulent sur les réseaux sociaux et des députés ainsi que des magistrats dénoncent des violences policières.

Une enquête a été ouverte mardi 21 mars par le parquet de Paris et confiée à l'IGPN après la diffusion d'une vidéo tournée pendant une manifestation lundi soir contre la réforme des retraites à Paris. On y voit un manifestant violemment frappé au visage par un policier. Depuis plusieurs jours, des dizaines de vidéos de ce genre circulent sur les réseaux sociaux et des députés ainsi que des magistrats dénoncent des violences policières.

Les manifestants, qui dénoncent des violences perpétrées par les forces de l'ordre, ont tous ont plus ou moins le même récit : un cortège plutôt calme et tout à coup l'intervention violente des forces de l'ordre. Gabin, 18 ans, défilait avec un ami lundi soir : "*J'ai été frappé à la matraque au visage et sur la joue droite, dans la jambe. J'ai un bleu, mais moi, j'ai eu relativement la chance d'avoir une grosse doudoune. Mon ami, lui, s'est pris beaucoup de coups de matraque, dont un, à la fin, dans le crâne.*"

Le même soir, une autre manifestante que nous appellerons Claire raconte aussi avoir été plaquée par un policier puis violemment frappée : "*J'avais le visage contre le kiosque, donc je ne voyais pas ce qui se passait derrière moi. Mais il y en a un qui m'a effectivement donné un bon coup de matraque dans le ventre. Pour moi, c'est clairement de l'acharnement et honnêtement, il n'y avait pas de raison.*"

Cet acharnement gratuit que dénonce Claire, un autre homme affirme l'avoir vécu ce même soir. Encore choqué par ce qu'il a vécu, cet homme veut rester anonyme. Il raconte un déchaînement de

violence. *"J'étais rue de Rivoli et je suivais la manifestation de loin, raconte ce commerçant, venu assister dit-il en simple spectateur à la manifestation. J'étais là par curiosité, à l'arrière du cortège. À un moment, des policiers de la Brav-M sont arrivés à moto et ont chargé. Je me suis un peu éloigné. Ils ont tabassé une jeune fille de l'autre côté de la rue, je regardais la scène de loin. Tout à coup, deux Brav-M sont arrivés sur moi à pied. J'ai senti qu'ils allaient me charger, mais je n'avais rien à me reprocher. Je n'ai pas bougé, ils ont couru vers moi, en criant : 'Il y a quoi dans ton sac ?' J'ai levé les bras et dit qu'ils pouvaient regarder dans le sac. L'un des policiers a regardé autour de lui, il n'y avait presque personne, et là, il m'a asséné un gros coup de poing au niveau de la mâchoire. Son collègue m'a aussi frappé et donné un coup de matraque."*

D'autres policiers Brav-M courent à ce moment-là vers lui. *"Ils commencent à me taper au sol, avec des coups de genoux dans la tête brutalement, des coups de pied, de toute part. Ensuite, un policier m'a fait soit une clé de bras, soit il a mis tout son poids sur mon épaule, jusqu'à me déboîter l'épaule."*

Selon lui, *"à un moment, les policiers se sont calmés. Le capitaine, qui était plus vieux que les autres, est arrivé. J'ai expliqué que je ne pouvais pas me relever à cause de mon épaule. Il m'a dit que je faisais du cinéma. Il m'a tiré. Ils ont fouillé mon sac à dos et ils n'ont rien trouvé à part un cache-cou parce que je fais du vélo. Ils ont jeté mon sac par terre. Le capitaine a dit : 'T'as de la chance, on a été gentils avec toi cette fois. La prochaine fois, on sera vraiment méchants'." Les policiers partent et le laissent sur place. "Heureusement, un témoin m'a aidé. Je ne pouvais pas ramasser mon sac, j'avais l'épaule luxée ou déboîtée. Il m'a aidé à prendre un taxi jusqu'à l'hôpital de l'Hôtel-Dieu."*

L'homme ne comprend toujours pas *"ce qu'il s'est passé"* : *"Je n'ai pas dormi de la nuit. Je me suis refait la scène toute la nuit. Je suis sous le choc, c'est surréaliste ce qu'il m'est arrivé. J'ai été tabassé par cinq mecs, c'étaient des bêtes. À aucun moment, je n'ai essayé de courir ou de me débattre. Je me suis fait tabasser gratuitement..."* francetvinfo.fr 22 mars 2023

Ils ne pourront pas dire qu'ils ne le savaient pas, le jour où...

J-C – Cela fait mal au cœur ou on enrage en lisant cela. En Inde avec moins de 500 euros je vis beaucoup mieux qu'eux, en faisant certes l'impasse sur beaucoup de chose, mais je mange à ma faim et correctement, alors que dans les témoignages ici, les personnes concernées mangent mal et ont faim, pendant que la Bourse flambe !

Je me demande pourquoi quand on est confronté à une telle situation qui est faite pour durer indéfiniment ou quand on subit des conditions d'existence aussi injustes, on n'en recherche pas l'origine, et une fois qu'on l'a trouvée, on ne cherche pas s'il existerait un moyen politique de lutter contre ou d'y mettre un terme un jour...

C'est la réaction que j'ai eu spontanément à 20 ans, parce que je refusais de reproduire le mode d'existence épouvantable de mes parents qui étaient très pauvres, mon père était menuisier en bâtiment.

Je me rebellai, j'entrai en résistance, à l'étape suivante je cessai d'être passif et incohérent avec moi-même, je m'engageai dans le militantisme, je rejoignis une organisation d'extrême gauche que je quitterai trois ans plus tard. J'avais adopté le socialisme et le marxisme sans bien comprendre ce que c'était, puis je m'en détournai plus ou moins pendant 20 ans, avant d'y revenir définitivement

en 2001, de les étudier et d'y être attaché plus que jamais, c'est ma boussole et le mode d'emploi de ces causeries. Si ensemble on ne s'est jamais paumé, on n'a jamais pu nous manipuler, c'est grâce à eux, et si malgré tout il vous restait un doute, ce serait uniquement de ma faute parce que je ne les maîtrise pas suffisamment.

Je suis resté fidèle à mes aspirations de jeunesse ou plutôt je les ai conservées intactes, il est là le « *secret* » de ma détermination, parce que ces aspirations, celles de tous ces travailleurs et jeunes qui s'expriment dans l'article ci-dessous sont parfaitement légitimes, la survie du capitalisme ne l'est pas, il doit céder la place au socialisme.

"C'est moins cher au supermarché" : la pause déjeuner, un plaisir qui vacille face à l'envolée des prix - francetvinfo.fr 22 mars 2023

Se détournant des boulangeries et des restaurants ouvriers, les clients d'un magasin U Express d'Angers racontent comment l'inflation rebat les cartes de leurs repas du midi.

Une fois par semaine, Jennifer s'autorise "*un écart*". A la mi-journée, plutôt que de réchauffer un plat préparé à la maison, cette employée administrative de 31 ans quitte son bureau pour acheter un repas à l'extérieur. "*C'est un plaisir et une respiration qui permet de déconnecter du travail*", savoure-t-elle. Mais depuis le début du mois, son rituel a un goût plus fade. Adieu chers sandwiches de la boulangerie, passés de 4,30 à 4,50 euros. La sortie hebdomadaire se termine désormais au supermarché d'en face. En ce jour de la mi-mars, Jennifer opte pour une "*Fresh Salad crudités poulet fromage*", bradée à 2,84 euros. "*C'est un plaisir qui disparaît un peu.*"

Déjà chamboulée par la pandémie de Covid-19, la pause déjeuner est mise à rude épreuve par l'inflation. En un an, les prix se sont envolés de 6,3% dans le pays, et même de 14,8% dans le secteur de l'alimentation, selon l'Insee. Se nourrir coûte de plus en plus cher et les habitudes évoluent, parfois au profit des grandes surfaces. "*Faute de pouvoir aller au restaurant, les Français achètent davantage de sandwiches ou de produits de snacking, qui explosent*", rapportait le PDG de Système U, Dominique Schelcher, fin février, dans Le Parisien (article payant).

Entre 2021 et 2022, les ventes de sandwiches baguette, triangles, wraps et autres bagels en libre-service ont bondi de 12,5% dans les enseignes de la grande distribution, selon des données du cabinet NielsenIQ transmises à franceinfo. L'année 2023 "*commence très bien*" pour ces produits, avec une nouvelle hausse de 5,2% par rapport à début 2022, complète Emily Mayer, directrice des études du cabinet Circana.

"Plus personne ne va au resto"

A Angers (Maine-et-Loire), dans son supermarché U Express situé dans les Hauts de Saint-Aubin, derrière le CHU, Christophe Marandon ne s'y trompe pas. Son rayon "*Sur le pouce*" est passé de cinq à 12 vitrines pour faire face à la demande. "*Sandwichs, salades, box de pâtes. J'ai absolument toutes les références de ma centrale d'achat. S'il y en avait d'autres, je les prendrais.*"

Dans ce nouveau quartier, où les immeubles continuent à sortir de terre, les ouvriers racontent un temps révolu. "*Avant, le patron nous réglait le resto et nous forçait à y aller tous les jours pour souder l'équipe*", se souvient Nicolas, électricien de 25 ans. Depuis le Covid-19, ceux qui le souhaitent peuvent privilégier une prime de panier-repas de 10,90 euros versée par l'employeur. "*Plus personne ne va au resto, lâche-t-il. Avec le panier, je suis d'abord allé en boulangerie, mais, depuis cet été, je viens au supermarché. C'est moins cher.*" Sandwich et chips sous le coude, il s'en tire pour 5,07 euros à la caisse.

"*On se limite beaucoup le midi. On prend le strict minimum.*" Nicolas, ouvrier dans le bâtiment à franceinfo

"*Le moindre petit resto ouvrier, maintenant, c'est 14,90 euros*", constate Maxime, plombier de 35 ans, content de souffler après une matinée dans la poussière de béton. "*On met toujours 5 ou 6 euros de notre poche, alors qu'avec le panier, je suis toujours en dessous.*"

Des euros grappillés par-ci, par-là, mais pas de nostalgie pour Stéphane, chef de chantier de 50 ans, bonnet gris vissé sur la tête. "*Le resto, c'était bon, mais chiant. On mangeait en speed pour pouvoir reprendre le travail et finir vite. Là, sur 20 ouvriers, on est 18 à prendre le 'panier'. On avale notre sandwich ou notre gamelle avec les autres, c'est plié en moins d'une heure, et on part plus tôt le soir.*" Ce jour-là, il s'offre des pâtes à la carbonara et deux paquets de cake aux fruits, pour 6,88 euros.

"*Avant, je prenais le dessert qui allait avec*"

Devant les vitrines réfrigérées du supermarché, la pause déjeuner vire au casse-tête mathématique pour Ely, lycéenne de 16 ans, venue avec son amie Anouche. "*Ma mère m'a juste trouvé 3,10 euros dans la voiture aujourd'hui*", expose-t-elle, avant de déchiffrer les étiquettes.

"*Là, pour 2,67 euros, j'ai trois sandwiches dans la boîte. Mais si je prends ça, je n'aurai pas de chips...*"

– *Je te prends les chips si tu veux.*"

Les deux adolescentes, filles de mamans solos aux salaires "*pas terribles*", voient bien qu'"*on se fait moins plaisir*" à la maison. Derrière, une autre bande de lycéennes attend son tour. "*J'ai le même argent de poche que d'habitude, mais les prix augmentent*", glisse l'une d'elles. Et sa copine d'embrayer sur les mères qui regardent les catalogues de promotions "*toute la semaine*".

L'inflation conduit à toutes sortes de renoncements. Sofia, enseignante à l'université d'Angers, résiste à une salade à 7 euros qui lui "*fait de l'œil*" et se rabat sur une déclinaison d'entrée de gamme à 3,52 euros. Michel, kiné dans le quartier, en vient à réduire ses portions. Depuis le début de l'année, ce quinquagénaire achète un paquet de sandwiches, au lieu de deux. Entre ses mains, le moins cher du magasin : 1,30 euro les deux triangles rosette de Lyon et cornichons. Avec des biscuits et une canette, il s'en sort pour moins de 4 euros.

Chloé, elle, se contente d'une quiche. "*Avant, je prenais le dessert qui allait avec, pour finir sur une note sucrée*", raconte cette secrétaire médicale de 26 ans. Le reste de la famille se serre aussi la ceinture. "*Mon conjoint ramène sa gamelle de la maison et mon fils doit choisir entre fromage et yaourt à la cantine de l'école. Il n'a plus droit aux deux. Mais bon, l'essentiel est d'avoir un repas varié. A la maison, la viande et les légumes, ça devient compliqué.*"

"*Une misère sociale qui s'installe*"

La hausse des prix pourrait se poursuivre jusqu'à l'été, au terme d'un "*printemps rouge*" sur le front de l'inflation alimentaire, avertit le cabinet NielsenIQ. Pour en atténuer l'impact, le gouvernement et les grandes enseignes promettent une opération "*trimestre anti-inflation*". Sur les hauteurs d'Angers, le patron du U Express, Christophe Marandon, planche sur une liste de 50 produits presque à prix

coûtant. Dans les haut-parleurs du supermarché, des spots vantent déjà les campagnes en cours : "*Urgence pouvoir d'achat*" et "*la quinzaine des prix Ultra bas*".

Dans son magasin, où il passe "*95 heures par semaine*" depuis l'ouverture en 2021, le responsable voit "*une misère sociale s'installer*". Il raconte les vols qui s'intensifient, parfois pour du jambon, et "*cette petite mamie de 80 ans qui commence à piquer*". Il cite "*ces étudiants qui déjeunent de chips à moins d'un euro et d'une eau à 49 centimes*". Il observe les ventes de bio "*se casser la gueule*" et a réduit la superficie de son rayon viande. A l'inverse, les "*prix mini*" et les produits de la marque distributeur "*explorent*".

Aux premières loges de l'inflation, Christophe Marandon s'adapte, à l'écoute de ses clients. S'il a refusé de lancer une baguette premier prix à quelques dizaines de centimes, il a accepté de préparer des sandwiches baguette "*maison*" qu'on lui demandait "*tous les jours*". Il a aussi consenti à brader à -30% les baguettes de la veille, données auparavant aux Restos du cœur. "J'ai fini par le faire, parce que plein de gens me l'ont réclamé. Peut-être 50 ou 100 fois", raconte-t-il.

"*Les gens cherchent de plus en plus les produits bientôt périmés à -30%.*" Christophe Marandon, responsable du U Express Angers Les Capucins à franceinfo

Arrivé en milieu de matinée, avant l'heure de pointe de la mi-journée, Michaël est de ceux-là. Il met la main sur l'avant-dernière baguette à 80 centimes, contre 1,15 euro plein pot. "*Je regarde toujours s'il y a des réductions orange*", collées sur les articles approchant la date limite de consommation, glisse cet ambulancier de 30 ans. Il a aussi déniché un triple sandwich "*XXL thon œuf crudités*", bradé à 1,94 euro. Sur le chemin de la caisse, comme les autres clients, il ignore les chocolats de Pâques. L'heure n'est pas à la chasse aux œufs, mais aux prix bas.

Algérie. La tentation du totalitarisme et un syndicalisme collaborationniste au pas.

J-C - En France et ailleurs, les syndicats collaborationnistes ont accepté que les autorités restreignent leur liberté d'expression, s'insèrent dans leur fonctionnement, encadrent le droit de grève, etc. au point de dénaturer le syndicalisme et en faire un rouage des institutions, du régime. Après on s'étonne de la suite, un peu de sérieux.

Algérie : les syndicats s'inquiètent pour leur existence et pour le droit de grève - lepoint.fr 22 mars 2023

Selon l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) « *Les deux projets de loi ne consacrent pas la promotion des droits syndicaux et des libertés en Algérie* »

Pour la Confédération des syndicats autonomes (CSA) « *il est vrai que ce nouveau projet [de loi] a reconnu certains droits en faveur de l'exercice syndical, mais les concepteurs du projet ont fixé par ailleurs, des conditions incapacitantes et rédhitoires imposées au droit de grève qui est garanti par la loi* ».

Dans le détail, les syndicats reprochent, notamment, l'augmentation du taux de représentativité syndical de 20 à 30 % selon les nouvelles dispositions, qui serait « *contraignante, voire impossible à réaliser* », pour reprendre les termes de l'Union nationale du personnel de l'éducation et de la formation (Unpef).

Face aux critiques des syndicats sur le droit de grève, le chef de l'État a déclaré à des médias : « *Il est inconcevable de se réveiller le matin avec un texto disant que les travailleurs sont en grève. Le droit à la grève est régi par la loi et doit être considéré comme l'ultime et dernière solution. Il y a des procédures à suivre et c'est ce que nous voulons mettre en place aujourd'hui.* »

« *Les nouvelles dispositions permettent surtout une intrusion de plus en plus lourde de l'administration dans l'action syndicale, en contradiction totale avec l'esprit de la liberté syndicale* », souligne un syndicaliste du secteur de la santé publique qui énumère au moins six articles qui encadrent le fonctionnement interne des syndicats, citant la limitation du nombre de mandats syndicaux à deux par personne et l'interdiction de mener une carrière politique parallèlement à une activité syndicale.

Le même syndicaliste s'inquiète aussi des « *restrictions en matière du droit à la grève avec l'extension des secteurs "sensibles"* ». Ainsi, « *les grèves dans les hôpitaux ne seraient plus autorisées* », poursuit-il. La loi sur la prévention des conflits en milieu du travail et à l'exercice du droit de grève prévoit « *d'empêcher les grèves dans les secteurs stratégiques de sensibilité souveraine et dans les intérêts fondamentaux d'importance vitale pour la nation* ». Des secteurs où « *la cessation d'activité peut mettre en danger la vie, la sécurité ou la santé du citoyen, ou la possibilité que la grève puisse conduire à une crise grave* ». lepoint.fr 22 mars 2023

https://www.lepoint.fr/afrique/algerie-les-syndicats-s-inquietent-pour-leur-existence-et-pour-le-droit-de greve-22-03-2023-2513079_3826.php#11

Santé

France. Quand le plafond leur tombera-t-il sur la tête ?

J-C – Comment cela, ils ne sont pas encore devenus immortels ?

Ils commandent aux virus, à la nature, au climat, au soleil, à l'univers, alors pourquoi pas à la biologie, aux lois qui régissent le vivant, le monde organique, hein pourquoi pas ? Et si l'espérance de vie recule, c'est que les conditions d'existence de la population se sont gravement dégradées au cours des dernières années, et cela devrait empirer si elle devait travailler encore plus longtemps.

L'espérance de vie en France n'a quasiment pas progressé depuis trois ans, selon une étude - francetvinfo.fr 22 mars 2023

C'est ce que révèle une étude de l'Institut d'études démographiques (Ined) publiée mercredi 22 mars.

Cela faisait déjà quelques années que la courbe de l'espérance de vie progressait, mais en se tassant. L'auteur de ce rapport de l'Institut d'études démographiques n'indique pas si un plafond a été atteint. francetvinfo.fr 22 mars 2023

Confirmation.

Les vaccins ne stoppent pas les contaminations dans les prisons californiennes

À Retenir

- Les vaccins anti-COVID ne montrent pas d'effets positifs sur les contaminations.
- Les chiffres fournis par l'étude montrent une augmentation des cas chez les vaccinés.
- Même dans un environnement clos comme une prison, les contaminations ne sont pas plus fréquentes que dans la vie extérieure.

Pour lire l'article :

https://www.conseil-scientifique-independant.org/les-vaccins-ne-stopent-pas-les-contaminations-dans-les-prisons-californiennes/?utm_source=sendinblue&utm_campaign=Nouvel_diteur_Newsletter_CSI_Mars_2023&utm_medium=email